



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 42 – 9 SEPTEMBRE 2016

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**MALI :**  
SOGEA-SATOM  
SIGNE UN CONTRAT  
DE 39 M EUR  
POUR LA  
CONSTRUCTION DE  
LA ROUTE GOMA  
COURA- LERE

LE CAMEROUN, LA  
CENTRAFRIQUE ET LE  
TCHAD S'ACCORDENT  
POUR LA MISE EN  
PLACE D'UN TITRE DE  
TRANSIT UNIQUE

NIGERIA :  
CONTRACTION  
DE 2,1 % DU PIB  
AU 2<sup>EME</sup> TRIMESTRE

GHANA :  
LEVEE DE 1,5 MD  
USD POUR LE PROJET  
D'EXTENSION DU PORT  
DE TEMA

AFRIQUE DU SUD :  
IMPORTANT  
DEVELOPPEMENT DE  
L'ELECTRICITE  
EOLIENNE EN 2015

COTE D'IVOIRE :  
ERANOVA VA  
CONSTRUIRE UNE  
NOUVELLE CENTRALE  
ELECTRIQUE DE 350 A  
400 MW

NEW DEVELOPMENT  
BANK S'ALLIE AU  
SUD-AFRICAIN  
STANDARD BANK

PLUS DE 1 000  
DECIDEURS ATTENDUS  
A LA RENCONTRE  
ECONOMIQUE  
« AFRICA 2016 »

MAURICE :  
REGAIN D'OPTIMISME  
CHEZ AIR MAURITIUS



MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Le Cameroun, la Centrafrique et le Tchad s'accordent pour la mise en place d'un titre de transit unique (TTU)

La mise en place du TTU facilitera les opérations de transit des marchandises importées au Cameroun et destinées à la RCA ou au Tchad, grâce à la simplification des procédures et donc à la réduction des délais de transit. En outre, le TTU sécurisera les marchandises grâce à une meilleure traçabilité des opérations depuis un bureau central.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Complications dans la cession de Barclays Africa

La réduction de la participation de Barclays Group dans Barclays Africa Group Limited paraît plus compliquée qu'anticipé. Le fonds de pension des fonctionnaires sud-africains Public Investment Corporation (PIC) rencontre des difficultés à concrétiser son offre de reprise, tandis que le capital-investisseur dubaïote Abraaj Group aurait jeté l'éponge. Enfin, l'initiative portée par Bob Diamond, ancien patron de la banque britannique, à la tête d'un consortium alliant Mara Group, Atlas Merchant Capital et le capital-investisseur américain Carlyle, est contrariée par les réticences des régulateurs sud-africains. Ces déboires pourraient encourager Barclays à privilégier la voie d'une cession de sa participation dans BAGL à travers la Bourse.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Recul des exportations françaises au Burkina Faso et au Niger

Au 1<sup>er</sup> semestre 2016, les exportations de la France vers le Burkina Faso sont en baisse de 13,7 % avec un volume de 121,3 M EUR, tout comme les exportations françaises vers le Niger, en baisse de 15 % avec un volume de 65,6 M EUR. Le Nigeria reste le premier client de la France en Afrique de l'Ouest, devant la Côte d'Ivoire et le Sénégal. A l'échelle subsaharienne, le Burkina est le 15<sup>ème</sup> pays importateur de produits français (121,3 M EUR) et le Niger est 21<sup>ème</sup> (65,6 M EUR). Le Burkina est le 26<sup>ème</sup> pays exportateur vers la France (9,4 M EUR), tandis que le Niger occupe le 6<sup>ème</sup> rang avec 173,8 M EUR. Enfin, le Burkina représente le 11<sup>ème</sup> solde positif de la France (111,9 M EUR), alors que le Niger est son 3<sup>ème</sup> solde négatif (-108,2 M EUR).

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ East African Community : signature de l'APE par le Kenya et le Rwanda, maintien des positions tanzanienne et burundaise

Le Kenya et le Rwanda ont signé l'accord de partenariat économique UE-EAC le 1<sup>er</sup> septembre 2016 à Bruxelles. L'Ouganda a également annoncé son souhait de signer dans les prochains jours. Alors que la date initiale de signature par les Etats membres de l'EAC avait été fixée au 18 juillet, la Tanzanie et le Burundi ont refusé de signer. Le premier invoque la crainte d'une menace pour son secteur industriel naissant, le second affirme qu'il s'agit d'une réaction aux sanctions européennes. La ratification d'ici le 1<sup>er</sup> octobre 2016 pour une entrée en vigueur provisoire de l'accord reste à ce stade incertaine.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Afrique du Sud : forte dégradation du climat des affaires en août selon l'indice PMI

Après être resté au-dessus des 50 points pendant 5 mois consécutifs, l'indice PMI relatif à la qualité du climat des affaires a fortement reculé à 46,3 points en août contre 52,5 points en juillet en raison notamment de la réduction des carnets de commande (42,5 points après 54,4) et du recul de l'indice d'activité (44,8 points en août après 49,5).

✉ [paul.raso@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.raso@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique du Sud : critiques de certains proches du pouvoir à l'encontre de la Banque centrale sud-africaine

La South African Reserve Bank (SARB) a été critiquée s'agissant notamment de son absence de soutien à la monnaie. Des personnalités proches du pouvoir ont même évoqué une remise en cause de sa compétence en matière d'octroi de licences bancaires (proposition de confier cette responsabilité au ministère des Finances). Couplées aux inquiétudes quant au renvoi possible du ministre des Finances, Pravin Gordhan, ces rumeurs contribuent à alimenter le sentiment de défiance des investisseurs, matérialisé notamment par le recul du rand face aux grandes devises (- 3,3 % face au dollar sur une semaine, -7,9 % sur une année glissante) et pourrait conduire à la dégradation de la notation souveraine.

✉ [paul.raso@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.raso@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique du Sud : ralentissement du crédit au secteur privé en juillet

En juillet, le crédit au secteur privé a ralenti à + 6,8 % en glissement annuel contre + 7,2 % en juin, en deçà des attentes des marchés qui tablaient sur une hausse de 7 %. La progression du crédit au secteur privé a pâti du ralentissement des prêts aux particuliers (+ 1,4 % contre + 2,1 % en juin) mais aussi des financements en faveur des entreprises (+ 12,3 % après + 13 % en juin). Les perspectives de progression du crédit restent contraintes par la faiblesse de l'activité, la persistance de pressions inflationnistes et la hausse des taux d'intérêt. A ces éléments s'ajoute un resserrement marqué des conditions d'octroi des prêts par les établissements de crédit.

✉ [paul.raso@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.raso@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Angola : stabilisation des réserves de change en juillet

Après deux mois de baisse (- 1,5 % en juin ; - 1,8 % en juillet), les réserves nettes de change se sont stabilisées en juillet, s'établissant à 23,9 Mds USD, portant leur contraction à - 1 % sur un an et à - 17,7 % par rapport à juillet 2014. Dans les mois qui viennent, les réserves devraient se rapprocher du seuil minimal fixé par la Banque centrale (20 Mds), conséquence de la réduction des recettes d'exportations en USD due à la faiblesse des cours du pétrole.

✉ [paul.raso@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.raso@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mozambique : nomination d'un haut fonctionnaire du FMI à la tête de la Banque centrale**

Le 31 août, la présidence a annoncé la nomination de Rogerio Lucas Zandamela, ex-fonctionnaire du FMI, au poste de gouverneur de la Banque centrale en remplacement d'Ernesto Gove, en poste depuis 2006.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : maintien de la notation souveraine (Standard & Poor's)**

Le 26 août, l'agence de notation Standard & Poor's a maintenu la notation souveraine de la Zambie en B (catégorie très spéculative) assortie d'une perspective négative. Si l'agence perçoit positivement la mise en place possible d'un programme d'aide avec le FMI, lequel fournirait les liquidités nécessaires au bon fonctionnement de l'économie et contribuerait au renforcement du cadre macroéconomique, elle s'inquiète du ralentissement de l'activité (croissance de 3,4 % au plus bas depuis 1998) et de la perte d'efficacité de la politique monétaire dans le cas où le processus de la dollarisation de l'économie se poursuivrait.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : contraction de 2,1 % du PIB au 2<sup>ème</sup> trimestre**

L'économie s'est contractée pour le 2<sup>ème</sup> trimestre consécutif, de - 2,1 % en g.a, contre - 0,4 % en T1 2016, l'inscrivant à présent dans une trajectoire de récession. Pour rappel, suite à la révision des prévisions de croissance, le FMI table à présent sur une contraction de l'économie de 1,8 % sur l'année. Ce recul est lié à la baisse de la production pétrolière qui s'est établie à 1,69 M b/j, soit 0,42 M b/j de moins que la production moyenne enregistrée au premier trimestre, en raison de la recrudescence des actes de vandalisme et de piraterie dans la région du Delta.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : hausse du niveau d'inflation au mois de juillet**

L'inflation a atteint un pic à 17,1 % en glissement annuel au mois de juillet (contre 16,5 % le mois précédent). Si la saison des récoltes a permis un léger ralentissement de la progression des prix des biens alimentaires, à 15,8 %, soit 0,5 point de moins qu'au mois de juin, le prix des biens alimentaires importés a quant à lui progressé de 20,5 % en juillet (+ 0,4 point par rapport au mois précédent). L'accès aux devises demeure difficile et ce malgré l'adoption d'un régime de change flexible en juin dernier. Les prix énergétiques ont par ailleurs fortement contribué à l'inflation (prix du kérosène, électricité).

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : lancement du programme d'évaluation de la conformité avant embarquement**

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre, un contrôle préalable de la conformité de toutes les marchandises à destination du Cameroun a été mis en vigueur. L'Etat camerounais a sollicité les sociétés suisse SGS et britannique Intertek International pour effectuer ces contrôles qui seront aux frais de l'exportateur.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la dette publique s'établirait à 4 754 Mds FCFA fin juillet 2016, soit 27,3 % du PIB**

Selon la Caisse autonome d'amortissement, la dette publique directe atteindrait 4 440 Mds FCFA et la dette à garantie publique 314 Mds FCFA. La dette publique directe est composée à 80 % de la dette extérieure, soit 3 554 Mds FCFA, dont 1 169 Mds de la Chine, 518 Mds de l'IDA et 478 Mds de la France. Les sommes restant à décaisser sur emprunts extérieurs s'établiraient à 3 347 Mds FCFA, dont 1 399 Mds FCFA de la Chine, 388 Mds de la France et 340 Mds de l'IDA.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Bénin : nouveau directeur pour Orabank Bénin**

Le burkinabè Mady Compaoré, ancien directeur général de la Banque Atlantique Burkina Faso et Mali, a été nommé au poste de directeur général de la filiale béninoise du groupe bancaire panafricain Orabank, en remplacement de Rizwan Haider à la tête de cette filiale depuis cinq ans.

✉ [florent.danion@dgtresor.gouv.fr](mailto:florent.danion@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : ratification de l'APE d'étape**

L'UE a confirmé, par communiqué en date du 2 septembre 2016, avoir reçu des autorités ivoiriennes les instruments de ratification de l'Accord de partenariat économique (APE) avec la Côte d'Ivoire, signé en novembre 2008. Le pays avait jusque-là privilégié l'APE régional d'Afrique de l'Ouest qui ne pouvait être signé avant la date butoir du 1<sup>er</sup> octobre 2016, en raison notamment des réticences du Nigéria. La ratification de l'APE d'étape permet à la Côte d'Ivoire de conserver ses privilèges d'accès sur le marché européen (Règlement d'accès au marché, sans quota ni droit de douane).

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mali : un premier emprunt obligataire de 100 Mds FCFA**

C'est le tout premier emprunt obligataire du Mali sur le marché financier régional de l'UEMOA. Le pays avait sollicité 65 Mds FCFA mais a finalement pu recueillir 100 Mds FCFA. La maturité est de sept ans (2016-2023) et la rémunération annuelle de 6,2 %.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : le FMI projette une croissance de 6,5 % en 2016 et 2017**

A la suite de sa récente mission au Sénégal, le FMI projette une croissance économique autour de 6,5 % pour le pays en 2016 et 2017. Le Fonds a encouragé les autorités sénégalaises sur la politique budgétaire en indiquant que l'objectif initial de déficit budgétaire devrait être maintenu à 4,2 % en 2016 et celui de 2017 projeté à 3,7 %.

✉ [dj.juste@outlook.fr](mailto:dj.juste@outlook.fr)

### ▼ Togo : légère accélération de l'inflation

A la fin juin 2016, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) a progressé de 2,5 % en glissement annuel. Les dernières prévisions d'inflation du FMI pour l'année 2016, mises à jour en avril dernier, restent à +2,1 %. Cette accélération est imputable à l'augmentation des prix de l'alimentaire (+ 8,3 %), notamment à celle du prix du maïs, produit de base consommé par la majorité de la population (15,1 %). Cette augmentation est due à un stress hydrique diminuant les rendements agricoles et à des problèmes d'approvisionnement en intrants.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Togo : augmentation des recettes de l'Etat sur le premier semestre

Les recettes totales prévues pour un montant de 633,9 Mds de FCFA par la loi de finances 2016 ont connu fin juin un taux de réalisation de 45,7 %. Elles ont augmenté de 15,3 % par rapport à la même période en 2015. La mise en place de l'Office togolais des recettes en 2014 explique en partie cette performance. L'objectif de l'administration fiscale est désormais d'élargir l'assiette fiscale, concentrée sur un nombre restreint d'entreprises du secteur formel.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Togo : tensions sociales dans le secteur des phosphates

Dans le secteur des phosphates, l'été a été marqué par plusieurs mouvements de grève à la Société nouvelle des phosphates du Togo (SNPT). Pour mémoire, la société publique emploie environ 1 500 personnes et exporte autour de 100 M EUR de phosphates annuellement. Les grévistes exigeaient une amélioration des conditions de vie et de travail des employés.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Burkina Faso : prévisions de croissance optimistes pour 2017-2019

Les orientations budgétaires pour 2017-2019 s'appuient sur des prévisions de croissance de 7,5 %. Celles-ci s'appuient sur le dynamisme du secteur agro-pastoral, la bonne orientation du secteur secondaire et la vigueur des services, sous l'impulsion de la mise en œuvre du plan national de développement économique et social (PNDES). Les deux principaux produits d'exportation du pays, l'or et le coton, participent pleinement à ces projections. La production d'or attendue en 2016 serait de 39,2 tonnes avec une hausse moyenne annuelle de 7 % jusqu'en 2019. Le coton-graine devrait enregistrer une hausse de 20,2 % en 2016, pour une croissance annuelle moyenne estimée à 3,3 % sur les trois prochaines années.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Niger : lancement du processus d'élaboration du PDES 2017-2021

Le Niger a lancé le 5 septembre 2016 le processus de formulation du Plan de Développement économique et social (PDES) 2017-2021. Ce document sera une vision prospective de développement du gouvernement nigérien pendant le deuxième mandat du Président Issoufou, dans le cadre de son projet Renaissance 2. Le PDES 2017-2021, tout comme le PDES précédent, adoptera une approche multidimensionnelle (politique, institutionnelle, économique, sociale, environnementale, technologique et culturelle). La formulation du nouveau PDES se veut participative, inclusive et holistique et devrait se terminer le 31 janvier 2017.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Soudan : réponse du gouvernement soudanais face à la pression continue sur sa monnaie**

Le gouvernement soudanais a arrêté la semaine dernière plus d'une centaine de changeurs de devises à Khartoum, ce qui a eu pour effet un accroissement de la volatilité du taux de change. Il aurait par ailleurs demandé aux importateurs de farine, de blé et de médicaments de ne plus acheter de devises sur le marché dit parallèle, dans l'attente d'un don en devises d'un minimum de 500 M USD de la péninsule arabique.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

▼ **RDC : dégradation de la situation économique**

Le communiqué du CPM du 5 septembre fait état d'une nouvelle dégradation de la situation économique et financière. Le niveau de réserves internationales se situe à 1,001 M USD correspondant à 4,42 semaines d'importations contre 1,032 M USD en juillet. Le franc congolais s'est déprécié de 2,6 % par rapport au dollar au cours officiel et de 1,1 % au parallèle. La dépréciation du taux de change et l'augmentation récente des prix du carburant à la pompe accélèrent l'inflation qui atteint 5,03 % en glissement annuel et dépasse donc fortement les prévisions du FMI de juin (1,7 %). Pour mémoire, le gouvernement congolais a réduit en août ses prévisions de croissance 2016 de 6,6 % retenu pour la Loi de finances à 4,3 %.

✉ [abboud.zaoui@dgtresor.gouv.fr](mailto:abboud.zaoui@dgtresor.gouv.fr)



## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Nigeria : les banques sommées de donner la priorité au secteur manufacturier

Deux mois après la mise en œuvre d'un taux de change fluctuant du naira, rompant avec une politique de contrôle face au dollar, et alors que le pays voit sa croissance ralentir et ses réserves en dollars diminuer, la Banque centrale du Nigeria se fait plus pressante vis-à-vis des banques commerciales du pays. Dans une circulaire, elle appelle les établissements de crédit à allouer au minimum 60 % de leurs achats de devises étrangères aux industriels du secteur manufacturier implantés au Nigeria. Il s'agit de pallier la rareté du billet vert, qui avait par exemple amené la chaîne de magasins de vêtements sud-africaine Truworhts à fermer ses boutiques en février, mais aussi de raccourcir les délais d'obtention de dollars des entreprises.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Burkina Faso : élections consulaires à la Chambre de commerce et d'industrie

L'élection du Président de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso doit se tenir le 13 novembre prochain à Ouagadougou. Pour la première fois, les acteurs économiques participeront à son élection, qui ne sera donc plus uniquement dépendante de la volonté de l'exécutif. La Commission d'organisation des élections consulaires a enregistré 12 809 candidatures d'inscription aux listes électorales. Trois candidats à la présidence de la CCI-BF semblent se démarquer : Safiatou Lopez, Directrice générale d'une entreprise de BTP, Apollinaire Compaoré, PDG de Planor Afrique, et Adama Ouédraogo, propriétaire de l'hôtel Palma Beach.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)



## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Nigéria : construction d'une ligne de train léger à Kano par l'entreprise chinoise CRCC pour 1,8 Md USD

China Railway Construction Company (CRCC) cherche à se positionner sur le projet et vient d'annoncer avoir obtenu une lettre provisoire d'attribution du contrat pour la construction de 4 lignes de voie ferrée totalisant 74,3 km, pour un montant d'1,8 Md USD. La première phase du projet doit être terminée d'ici deux ans. Un nombre important de projets ferroviaires au Nigéria ont été attribués à des entreprises chinoises au cours des dernières années. En juillet 2016, China Civil Engineering Construction Company (CCECC) a remporté le contrat de 1,5 Md USD pour le chemin de fer Lagos-Ibadan.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ghana : levée d'1,5 Md USD pour le projet d'extension du port de Tema

Meridian Port Services, la joint-venture entre APM Terminal (filiale du groupe danois Maersk), Bolloré Africa Logistics, Meridian Port Holdings et l'Autorité ghanéenne des ports et aéroports en charge de la gestion du port de Tema, a levé 1,5 Md USD afin de financer l'extension du port auprès d'un groupe d'IFI et de banques commerciales. La convention signée en novembre 2014 avec le gouvernement ghanéen prévoit d'accroître la capacité du port de 3,5 millions de conteneurs équivalant vingt pieds. Une autoroute reliant le port à Accra et un canal pour l'acheminement des plus gros navires sont aussi prévus dans ce projet qui devrait apporter près d'1 Md USD de valeur ajoutée à l'économie ghanéenne.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ghana : 6 sociétés et consortiums retenus pour la mise en concession d'ECG

La MiDa (Millenium Development Authority) a publié la liste des 6 entreprises retenues pour la phase finale de l'appel d'offre concernant la mise en concession d'ECG (Electricity Company of Ghana). Trois entreprises françaises ont été retenues : ENGIE (qui s'est présentée seule), EDF et Veolia qui font partie du consortium formé avec LMI Holdings et Ch Group. Les 4 autres sociétés et consortiums sont : Bxc Company et Xiaocheng Technology Stock Company Ltd (Chine), Manila Electric Company (Philippines), ENEL (Italie) et Tata Power Company (Inde). Cette mise en concession, décidée en octobre 2015 en raison du fort endettement de la société, devrait être opérée en janvier 2017 sous la forme d'un partenariat public-privé.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mali : Sogea-Satom signe un contrat de 39 M EUR pour la construction de la route Goma Coura- Léré

Les travaux de construction de la route de Tombouctou s'inscrivent dans le cadre d'une Convention de financement UE – Mali (10<sup>ème</sup> FED) intitulée « désenclavement du nord du delta du Niger ». L'entreprise française Sogea-Satom (filiale du groupe Vinci) vient de signer avec le ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine (ordonnateur national du Fonds européen de développement) un contrat pour la construction de la route Goma Coura – Léré (165 km). Le coût du projet est estimé à 38,8 M EUR.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal: financement japonais pour la construction d'une usine de dessalement et pour la Couverture maladie universelle**

Le Japon pourrait octroyer au Sénégal un prêt concessionnel de 134 Mds FCFA (229 M USD) pour la réalisation d'une usine de dessalement de l'eau de mer à Dakar. Le pays a aussi annoncé un financement de 62 M EUR en appui au programme de Couverture maladie universelle (CMU), destiné à améliorer l'accès aux soins de santé des populations les plus vulnérables. Le second prêt consisterait en un prêt au taux annuel de 0,03 %, remboursable sur 40 ans avec un différé de 10 ans. Ces annonces ont été faites dans la foulée de la 6<sup>ème</sup> Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI) à Nairobi.

✉ [dj.juste@outlook.fr](mailto:dj.juste@outlook.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : le groupe international belge SEA Invest s'installe au port de San Pedro**

Le groupe international belge SEA Invest, l'un des principaux opérateurs de construction et d'exploitation de terminaux, s'installe au port autonome de San Pedro. L'information a été communiquée à l'occasion de la signature de renouvellement de convention entre le port belge d'Anvers et celui de San Pedro. Le site actuellement viabilisé au sein du domaine portuaire de San Pedro, s'étend sur 2,4 hectares, sur lesquels vont être construits un terminal de marchandises solides en vrac, et des magasins d'une superficie totale de 10 000 m<sup>2</sup> pour le traitement de 200 000 tonnes de marchandises. Le coût du projet est estimé à 6 M EUR. Les travaux de construction sont prévus pour une durée d'un an et débiteront en janvier 2017.

✉ [kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr](mailto:kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : la Banque mondiale finance les secteurs énergie et santé**

La Banque mondiale accorde deux financements au Sénégal d'un montant total de 100 M USD. Le premier (70 M USD) est consacré au Projet d'appui au secteur énergétique (PASE), portant à 155 M USD l'appui en cours de la Banque à ce secteur et à 256,5 M USD le budget global du PASE. Le deuxième financement (30 M USD) est destiné au Projet régional d'amélioration des systèmes de surveillance des maladies en Afrique de l'Ouest. L'objectif à terme de ce dernier projet est de permettre une meilleure collaboration en matière de surveillance des maladies et de se préparer aux éventuelles épidémies en Afrique de l'Ouest.

✉ [dj.juste@outlook.fr](mailto:dj.juste@outlook.fr)

▼ **Sénégal : le Canada va accorder un appui budgétaire de 49 M EUR**

Le gouvernement canadien compte octroyer à l'Etat sénégalais un appui budgétaire d'un montant global d'environ 50 M EUR. 70 % de cet appui, soit 35 M EUR, sera destiné au financement du Plan Sénégal Emergent. L'autre partie (14 M EUR) sera consacrée à un programme d'assistance technique, incluant le renforcement des institutions sénégalaises et la gouvernance démocratique.

✉ [dj.juste@outlook.fr](mailto:dj.juste@outlook.fr)

▼ **Ethiopie : Transferts de 4 Mds USD de la diaspora éthiopienne**

Le ministère des Affaires étrangères a annoncé que les transferts de la diaspora éthiopienne ont atteint 4 Mds USD pour les 10 premiers mois de l'année fiscale éthiopienne 2015/16 contre 3,7 Mds l'année passée. A titre de comparaison, ce montant dépasse largement les 3,2 Mds USD de revenus issus des exportations.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Kenya : 217 M USD d'investissements prévus dans la réduction des délestages d'ici à 2021**

Afin de réduire les délestages, le Kenya a prévu d'injecter 217 M USD dans la mise en place d'un réseau électrique redondant d'ici 2021. Ce nouveau réseau, parallèle à celui préexistant, pourra fournir de l'électricité aux populations en cas de défaillance du réseau principal. Cette stratégie a été introduite suite aux trois délestages d'envergure nationale que le pays a connus cette année. En 2016, 5,4 M USD seront consacrés à la réhabilitation du réseau électrique préexistant et à la mise en place du réseau redondant dans les zones industrielles. Kenya Power enregistre un taux de pertes commerciales et techniques de 19 %, taux qu'elle souhaite ramener en-dessous des 10 % à moyen terme.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Maurice : le projet de métro léger relancé sous le nom de Metro Express**

Lors de la présentation du Budget 2016/17, le ministre des Finances a confirmé que le projet de métro léger était formellement relancé sous l'intitulé Metro Express (connu sous le nom de *Light Rail Transit*, le projet initial, qui devait relier Port-Louis à Curepipe sur 28 km, avait été abandonné début 2015). Le consultant singapourien doit présenter une étude de faisabilité avant la fin de l'année. Le coût du projet reste à estimer (la mouture initiale était évaluée à près de 800 M USD), alors le gouvernement indien a proposé une aide de 180 M EUR dans le cadre des compensations proposées suite à la renégociation récente du traité fiscal bilatéral.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ouganda : sur les 2,1 Mds USD d'engagements de la Banque mondiale, seulement 600 M USD ont à ce jour été décaissés**

Ceci serait dû à un manque de préparation et de conception des projets, une absence de priorisation, des contreparties financières insuffisantes et des retards dans l'acquisition de terres ainsi que dans la mise en œuvre. Le ministre ougandais des Finances, Mathia Kasaija, a confirmé cette situation, insistant également sur les conséquences pour le développement économique du pays. Dans le cadre des nouvelles lignes directrices de gestion de la dette, le ministère a inscrit notamment la négociation d'emprunts à de meilleures conditions, exigeant notamment des emprunts concessionnels ayant un élément don d'au moins 25 %.

✉ [thierry.loussakouno@dgtresor.gouv.fr](mailto:thierry.loussakouno@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : signature d'un protocole d'accord dans le domaine de l'électrification rurale avec la Banque mondiale**

Le gouvernement tanzanien et la Banque mondiale ont signé le 16 août un protocole d'accord pour l'octroi d'un financement de 209 M USD, pour 6 ans, destiné au programme national d'électrification rurale. Le projet se concentrera sur le renforcement de l'Agence d'électrification rurale et des capacités des agents du secteur. Le programme national sera financé par d'autres bailleurs (Norvège, Suède, UE, Royaume-Uni et Banque africaine de développement) à hauteur de 267 M USD. Les besoins d'électricité de la Tanzanie sont en croissance d'environ 15 % par an. 24 % de la population tanzanienne a accès à l'électricité, et seulement 11 % dans les zones rurales.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Afrique du Sud : crise du poulet

L'industrie de la volaille sud-africaine connaît une crise sans précédent, du fait notamment d'un manque de compétitivité par rapport à la concurrence étrangère ainsi que d'un ralentissement de la demande dans le pays.

✉ [camille.tricoire@businessfrance.fr](mailto:camille.tricoire@businessfrance.fr)

#### ▼ Cameroun : baisse de 6 % des exportations de bananes sur les sept premiers mois

Selon l'Association bananière du Cameroun, les exportations de bananes ont atteint 152 384 tonnes sur les sept premiers mois 2016, soit une baisse de 6 % par rapport à 2015. Les ventes de PHP (groupe Compagnie fruitière) représentent à elles seules 56 % du total. Elles ont baissé de 8,6 % sur la période.

✉ [francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr](mailto:francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Cacao : la production va s'améliorer mais restera déficitaire

Fin août, le cours du cacao se situait à environ 3 020 USD la tonne (2 665 EUR), alors qu'il tournait autour de 3 300 USD l'année dernière. Cette baisse est due à une conjoncture économique défavorable dans les pays émergents asiatiques et au Brésil et en Russie, moteurs de la consommation mondiale. Par ailleurs, le marché reste déficitaire à cause de la sécheresse imputable à El Niño en Côte d'Ivoire (qui couvre 40 % de la demande mondiale). La production mondiale reste au-dessous des 4 millions de tonnes, ce qui a eu un impact pour beaucoup de petits producteurs au Ghana, au Cameroun et au Nigeria. En 2016-2017, la production devrait s'améliorer, même si elle risque d'être encore déficitaire, car la filière manque d'investissements.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

#### ▼ Kenya : hausse des revenus dans le secteur du thé

Selon la Kenya Tea Development Agency, les revenus des exploitations de thé ont augmenté de 84 %, passant de 63 Mds KES (611 M USD) en juin 2015 à 84 Mds KES (815 M USD) en juin 2016. Cette évolution est liée à la hausse des cours du thé, celle des volumes produits (1,23 Md kg contre 1,04 Md kg en 2015), une météorologie favorable (El Nino) et la stabilisation du shilling face au dollar. Le Kenya deviendrait ainsi le pays pour lequel les exploitants de thé sont les mieux payés, avec une moyenne de 0,49 USD le kilo contre 0,47 USD pour le Sri Lanka, son concurrent direct. Si le Sri Lanka est le premier producteur de thé au monde, le Kenya est le 1<sup>er</sup> exportateur et le thé représente 25 % de ses exportations totales.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Électrification de l'Afrique, le temps de l'*off-grid* ?

Lors du Comité d'orientation des chefs d'Etat et de gouvernement du NEPAD du 16 juillet dernier, le président du Sénégal s'est exprimé en faveur d'un mix énergétique comprenant énergies fossiles et renouvelables. La prochaine étape du projet d'électrification de l'Afrique résidera très probablement dans des solutions *off-grid* (déconnectées du réseau) et de proximité. Le manque de rentabilité et de financement de la production centralisée ne permettrait pas à ce réseau de répondre aux besoins des zones les plus reculées. Des kits photovoltaïques et kiosques d'énergie solaire financés par le microcrédit ont déjà vu le jour. Cette innovation pourrait se poursuivre par l'intermédiaire d'un fond de développement et d'innovation lui-même *off-grid*.

✉ ps.guedj@affectionmutandi.com

### ▼ Afrique du Sud : le fournisseur national d'électricité Eskom annonce l'entrée en exploitation commerciale des Unités 1 et 2 de la station hydroélectrique d'Ingula

Chacune de ces deux unités ajoutera 333 MW au réseau électrique national et leur mise en exploitation commerciale marque une étape clef dans la mise en service de l'ensemble du projet, l'Unité 4 ayant été inaugurée par le président Jacob Zuma le mois dernier. La dernière unité d'Ingula restante, l'Unité 3 devrait entrer en service commercial au 1<sup>er</sup> semestre 2017. La livraison des quatre unités, qui produiront 1 332 MW, accuse néanmoins un fort retard (prévues initialement pour 2013) ainsi qu'un important dépassement de l'enveloppe d'investissement initialement prévue (36 Mds ZAR au lieu de 9 Mds ZAR).

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : important développement de l'électricité éolienne en 2015

La production d'électricité d'origine éolienne connaît depuis peu une augmentation significative en Afrique du Sud : 483 MW ont été installés en 2015 au travers du programme national des producteurs indépendants d'énergies renouvelables (REIPPPP) contre 30 MW en 2013. Selon un rapport du cabinet GlobalData, plus de 3 GW d'énergie éolienne devraient être installés d'ici 2020, portant la capacité cumulée du pays à 5,6 GW.

✉ stefane.leny@businessfrance.fr

### ▼ Nigéria : nouvelle feuille de route gouvernementale pour l'exploitation minière

La nouvelle feuille de route adoptée le 31 août 2016 vise à accroître la contribution du secteur minier au PIB et à continuer la diversification de l'économie nationale. La nouveauté principale de cette feuille de route est la détermination des forces publiques à mettre en place un organisme de réglementation minier indépendant. Cette nouvelle s'accompagne de l'annonce de la découverte de nickel dans certaines parties de l'Etat de Kaduna. A l'avenir, le nickel pourrait être une source de devises élevée pour le Nigeria. Depuis le début de son mandat, les mines sont un secteur clé pour l'administration Buhari. Le Nigeria compte environ 44 minéraux solides et le secteur minier a contribué à 0,33 % du PIB l'an dernier.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ghana : Accord entre le gouvernement et Ghana Gas pour la construction d'un pipeline *onshore*

Le gouvernement a approuvé la construction par Ghana Gas et la société chinoise Yantai Jereh Oilfield Services Group d'un pipeline *onshore* de 290 kilomètres entre Aboadze dans la région ouest et Tema dans la région du Grand Accra pour 500 M USD. La construction devrait débuter d'ici 6 mois, et devrait être achevée en 24 mois pour permettre une mise en opération au second trimestre 2018. Elle s'effectuera sous la forme d'un contrat BOT (*Build-Operate-Transfer*). Dans une première phase, le pipeline aura une capacité de 10,8 M m<sup>3</sup> de gaz par jour, tandis que la 2<sup>ème</sup> phase verra cette capacité augmenter à 15,6 M m<sup>3</sup> par jour.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Bénin : contrats de fourniture en énergie

La société Aggreko a été sélectionnée pour fournir 100 MW de puissance supplémentaire au Bénin pendant un an. En réponse d'urgence à la crise énergétique, le gouvernement béninois avait en effet décidé en avril d'acquérir des capacités supplémentaires par centrales mobiles de location (200 MW au total). Basée à Londres, la société Aggreko est spécialisée dans la location de groupes électrogènes. Elle dispose notamment d'une division Aggreko International Power Projects (AIPP), qui travaille principalement sur des infrastructures d'énergie temporaire pour des événements sportifs. Elle avait notamment été retenue pour fournir en énergie les installations pour les JO de Londres.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Côte d'Ivoire: Eranove va construire une nouvelle centrale électrique de 350 à 400 MW

Le groupe Eranove, producteur et distributeur d'électricité et d'eau potable en Afrique de l'Ouest, a annoncé avoir signé le 6 septembre 2016 un accord avec l'Etat de Côte d'Ivoire pour la création et l'exploitation d'une nouvelle centrale thermique à gaz dans le pays. Cette future centrale aura une puissance de 350 à 400 MW. Eranove réalisera, à travers sa filiale locale spécialisée dans la production d'électricité (CIPREL), les études préalables et se chargera de l'élaboration et la validation du calendrier, ainsi que de la recherche de partenaires techniques et financiers. La capacité électrique du pays a atteint 2 000 MW à fin 2015. L'ambition du gouvernement est de la porter à 4 000 MW d'ici 2020.

✉ saint-jerôme.koffi@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Burkina Faso : nouveau code minier

Le gouvernement burkinabè a validé les textes d'application du nouveau code minier adopté en juin 2015. Le nouveau code introduit une nouvelle fiscalité où les sociétés minières seront désormais imposées à 27 % au lieu de 17 %. 1 % des prélèvements sera dédié au développement des communes qui sont en contact direct avec les sociétés d'exploitation minière. Le nouveau code consacre la création d'un Fonds minier de développement local (FMDL) destiné au financement des plans régionaux et communaux de développement. Les ressources minières (168,4 Mds FCFA, soit 256,7 M EUR, en 2015) sont la première source de recettes budgétaires du Burkina Faso depuis 2009.

✉ romain-ra.boyer@diplomatie.gouv.fr



### ▼ Burkina Faso : énergie solaire

Le Burkina recherche des investisseurs privés pour construire cinq centrales solaires photovoltaïques en partenariat-public-privé. Les villes de Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Fada-N’Gourma, Dori au Salou et Dédougou dans la Boucle de Mounhoun, ont été retenues. La capacité de l’ensemble des infrastructures devrait être de 80 MW.

✉ [romain-ra.boyer@diplomatie.gouv.fr](mailto:romain-ra.boyer@diplomatie.gouv.fr)

### ▼ Industries

#### ▼ Afrique du Sud : projet de loi visant à mettre à niveau la réglementation des produits cosmétiques

Le ministre de la Santé, Aaron Motsoaledi, entend mettre en place une nouvelle réglementation concernant l’étiquetage des produits cosmétiques. Ce projet de loi a pour ambition de renforcer le cadre réglementaire du marché des cosmétiques et de le mettre au niveau des principaux pays développés. Les amendements présentés prévoient entre autres l’interdiction de formules telles que « cliniquement prouvé » ou encore « recommandé par les médecins » sans preuve scientifique appuyant ces affirmations.

✉ [maxime.housard@businessfrance.fr](mailto:maxime.housard@businessfrance.fr)

### ▼ Services

#### ▼ Afrique du Sud : South African Airways (SAA) a émis un appel à propositions en vue de mobiliser 16 Mds ZAR (1,1 Md USD)

Les propositions de financements, garantis ou non et émis à destination des institutions financières, libellés en rand, avec des durées de remboursement allant de 3 à 15 ans, devront être déposées au plus tard le 16 septembre. La compagnie aérienne est déjà fortement endettée et son dernier exercice bénéficiaire remonte à 2011.

✉ [ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Afrique du Sud : MTN suspend provisoirement son activité de mobile-paiement

Le groupe sud-africain MTN a annoncé l’arrêt temporaire de sa solution de mobile-paiement, initialement lancée en 2012. L’opérateur mobile ne recrutera plus de nouveaux clients, le temps d’étudier la pertinence du développement de cette activité en Afrique du Sud. Cette suspension fait suite à la fermeture de la branche m-paiement de Vodacom, M-Pesa, survenue plus tôt cette année. Bien que les revenus de MTN Group sur ce segment aient augmenté de 40,8 % entre 2015 et 2016 dans 15 pays d’Afrique, les résultats en Afrique du Sud sont moins probants.

✉ [blandise.aigron@businessfrance.fr](mailto:blandise.aigron@businessfrance.fr)



### ▼ Afrique du Sud : New Development Bank s'allie au sud-africain Standard Bank

New Development Bank (NDB), institution de financement multilatérale créée par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, se rapproche de la banque sud-africaine Standard Bank avec la signature d'un Protocole d'entente sur une coopération stratégique qui vise à favoriser l'échange d'information et les investissements dans la nation arc-en-ciel. À la différence de la Banque mondiale ou du FMI, la « Banque des Brics » entend prêter autant que possible en monnaies locales à ses pays membres. Bénéficiant d'un capital de 50 Mds USD apporté par les cinq pays fondateurs, elle a annoncé un premier tour de crédits équivalent à 911 M USD dans les énergies vertes, au Brésil, en Chine, en Inde et en Afrique du Sud.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Nigeria : Dangote augmente le prix de son ciment

Dangote Cement, le plus gros producteur de ciment d'Afrique, a augmenté le prix départ-usine du sac de ciment de 600 NGN, annulant la baisse intervenue en septembre 2015. Le cimentier justifie cette hausse par la dévaluation du naira et les perturbations de l'approvisionnement en gaz, qui ont entraîné un accroissement de ses coûts opérationnels. Enfin, la branche ciment du groupe Dangote annonce vouloir accélérer le développement de ses mines de charbon et espère pouvoir commencer l'extraction houillère dès décembre. L'utilisation de charbon pour générer de l'électricité alimentant les cimenteries de Dangote Cement est plus économique que le gaz naturel. Les réserves de charbon du Nigéria sont estimées à plus de 1 Md de tonnes, réparties sur 13 Etats.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : Innoson Vehicle Manufacturing touché par la crise

Dans un contexte de pénurie de devises, Innoson Vehicle Manufacturing (IVM), important fabricant et assembleur de voitures et bus au Nigéria, connaît de fortes difficultés à importer des composants essentiels pour la fabrication de ses véhicules. L'entreprise déclare avoir congédié un certain nombre de travailleurs en raison d'un manque de pièces en provenance du Japon, de Chine et d'Allemagne. Cette information marque un nouveau coup dur pour le secteur automobile nigérian, alors que les douanes nigérianes annoncent en même temps une perte de 600 Mds NGN, provoquée depuis 3 ans par des détournements dans l'importation de véhicules au Nigéria (via le Bénin notamment).

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : aviation, vers un état d'urgence ?

Le président de l'Association nationale des agences de voyages nigérianes (NANTA) a appelé à un état d'urgence dans le secteur de l'aviation. Prenant la parole lors d'une réunion à Lagos le vendredi 2 septembre, M. Bernard a rappelé que l'état des infrastructures, la rareté du kérosène et le manque d'entretien des appareils sont des menaces pour la survie du secteur. En effet, plusieurs compagnies nigérianes (7 au total) ont récemment suspendu leurs opérations, dans un contexte où il est devenu très difficile de financer des coûts de maintenance nécessitant une disponibilité de devises, notamment pour l'achat de pièces détachées.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : visite surprise de Mark Zuckerberg à Lagos

Le fondateur de Facebook a visité l'incubateur d'entreprise Co-Creation Hub (Cc Hub) à Yaba, une banlieue de Lagos devenue la « Silicon Valley » nigériane. A Yaba se situe également la start-up Andela, spécialisée dans la formation de développeurs, dans laquelle la fondation Chan-Zuckerberg a investi 24 M USD en juillet dernier. Avec 16 millions d'utilisateurs mensuels, le Nigéria est le marché le plus important pour Facebook en Afrique. Le réseau social a lancé en mai son service *FreeBasics* au Nigéria : ce système permet aux utilisateurs d'accéder à Facebook et à d'autres sites internet sans aucun frais. Le Nigéria compte actuellement 92 millions d'utilisateurs d'internet mobile, soit environ 50 % de sa population.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : le début des ennuis pour Uber à Lagos ?

Après des débuts prometteurs il y a deux ans au Nigéria et plus d'un million de trajets pris en charge sur Lagos selon les dirigeants d'Uber Nigéria, la société de VTC risque de voir son activité ralentie. En effet le gouvernement de l'Etat de Lagos a réitéré son intention de réglementer les opérations de taxi en utilisant un système de licence payante. C'est un problème pour Uber qui dépend de voitures privées, qui signent pour travailler avec son service et ne les oblige pas à s'enregistrer auprès de l'Etat. Alors que l'Etat de Lagos affirme que ces nouveaux règlements sont destinés à accroître la sûreté et la sécurité des passagers, ils pourraient tout simplement être une nouvelle source de revenus.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Cameroun : 600 Mds FCFA annoncés pour le plan de développement du numérique

La ministre des Postes et Télécommunications Minette Libom Li Likeng a annoncé le 26 août un plan visant principalement le développement des infrastructures de télécommunication. Il est élaboré par les cabinets Capgemini Consulting et Interface et à ce jour il n'est pas encore rendu public. Pour mémoire, le Cameroun est classé 124<sup>ème</sup> sur 139 pays, dans le rapport 2016 du World Economic Forum sur les TIC.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Burkina Faso : une société d'économie mixte pour gérer le futur aéroport de Donsin

Le projet de délégation de gestion de l'aéroport d'Ouagadougou-Donsin a été adopté en conseil des ministres du 11 août 2016. Un financement de 382 Mds FCFA (582,3 M EUR) doit être apporté pour ce projet. L'État burkinabè sera actionnaire à 10 % de la nouvelle société créée, tandis que le capital restant de la société gestionnaire sera réparti comme suit : 60 % à l'opérateur, 25 % à des privés nationaux et 5 % à l'ASECNA.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

## ENTREPRISES

---

### ▼ Cameroun : la microfinance COMECI se sauverait de la faillite grâce à un apport d'Impex Trading Ltd

La société hongkongaise Impex Trading Ltd spécialisée dans l'intermédiation financière, apporterait 50 Mds FCFA en prêt à l'institution de microfinance Comeci avec une maturité de 17 ans ; le délai de grâce et le taux d'intérêt n'ont pas été rendus publics. Comeci serait au bord de la faillite suite à un mouvement massif de retrait de l'épargne de ses clients, lui-même consécutif à une rumeur d'insuffisance de la trésorerie de l'institution

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : Eneo annonce des investissements de 900 Mds FCFA sur 25 ans sous réserve de l'extension de son contrat de concession

ENEO ex-AES SONEL, détenu à 56 % par le capital-risqueur britannique ACTIS depuis 2014, est en charge de la distribution d'électricité au Cameroun. Eneo revendique 160 000 branchements nouveaux en 2 ans et d'importants travaux de remise en état du réseau. Des négociations seraient en cours pour la signature de contrats d'achat d'électricité solaire. Eneo a présenté un plan d'affaires 2016-2031 assorti de 900 Mds FCFA d'investissements sous réserve d'extension du contrat conclu en 2001 par l'Etat avec AES SONEL.

✉ [francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr](mailto:francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : la Société d'exploitation des parcs à bois annonce une augmentation de 2,4 % des livraisons de bois au premier semestre

Selon la SEPBC, concessionnaire du terminal à bois du port de Douala, les livraisons ont atteint 639 645 m<sup>3</sup> de bois, soit 464 199 m<sup>3</sup> de grumes et 175 446 m<sup>3</sup> de bois débités au premier semestre 2016, contre 623 928 m<sup>3</sup> sur la même période en 2015.

✉ [francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr](mailto:francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mali: Kodal Minerals acquiert le projet de lithium Madina pour 140 000 USD

La société britannique Kodal Minerals a conclu avec la société malienne Gorutumu Mining un accord pour acquérir une participation de 90 % dans la concession Madina située au sud du Mali. Cette opération, dont le coût est estimé à 140 000 USD, entre dans le cadre de la stratégie d'expansion de Kodal dans le secteur minier ouest-africain. Kodal Minerals est cotée à la bourse de Londres.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Total Sénégal : perspectives stables malgré une baisse des revenus

L'agence de notation ouest-africaine WARA a confirmé la note d'investissement (A-) de Total Sénégal, avec une perspective stable. Malgré le recul de son chiffre d'affaires en 2015 (-15,6 %), le leader sénégalais de la distribution de carburants conserve ses parts de marché et sa marge de profit. En 2015, Total Sénégal a enregistré un chiffre d'affaires de 357,21 Mds FCFA (544,56 M EUR). A la Bourse régionale des valeurs mobilières, le distributeur reste populaire. Le titre Total SN, côté depuis février 2015, s'est échangé autour de 23 436 FCFA durant la séance du 30 août, en hausse de 82 % par rapport à son cours d'introduction, mais en recul de 28,4 % par rapport au cours de 34 000 F CFA atteint début avril 2016.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Ethiopie : livraison du deuxième A350 en leasing à Ethiopian Airlines

Le 16 août dernier, Ethiopian Airlines (EAL), la compagnie nationale aérienne, a reçu son deuxième Airbus A350 XWB. En outre, EAL utilise son premier A350, baptisé *Siemen Mountains*, depuis le 30 juin 2016 pour assurer ses vols vers diverses destinations africaines, le Moyen-Orient et plus récemment, Londres. En plus de ces appareils en leasing, EAL commencera à recevoir sa propre commande de 12 autres appareils à partir de janvier 2017 (4 en 2017).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ethiopie : soutien technique de Lufthansa Technik pour la flotte des A350 d'Ethiopian Airlines

Le 26 juillet dernier Ethiopian Airlines (EAL) a déclaré avoir signé un contrat de 10 ans avec Lufthansa Technik (LT) pour un service de *Total Component Support*. Il s'agit d'un service de maintenance, de réparation et de révision ainsi que de fourniture de pièces de rechange pour ses 14 appareils A350 dont EAL a déjà reçu les deux premiers appareils en leasing en juin et en août dernier. Dans les années 1990, LT avait déjà assuré les mêmes types de services entre autres sur les Boeing 787 ainsi que des livraisons de pièces et de matériel pour les Bombardiers Q400.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Maurice : regain d'optimisme chez Air Mauritius

Avec un bénéfice net de 81 M de roupies (environ 2 M EUR) dégagé au cours du 1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice financier en cours, Air Mauritius semble être revenue sur une trajectoire positive, alors que pour l'exercice 2015/16 la compagnie nationale avait enregistré des pertes de 398 M de roupies (10 M EUR). Sur la période concernée, le nombre de passagers a progressé de 9 %, tandis que les coûts opérationnels (carburant, en particulier) ont baissé notablement. En 2019 et 2020, 4 Airbus A350-900 doivent être livrés à Air Mauritius, qui dessert actuellement une vingtaine de destinations avec une flotte composée de 13 appareils (Airbus et ATR, uniquement).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

## CARNET ET AGENDA

---

### ► Plus de 1 000 décideurs attendus à la rencontre économique Africa 2016

Environ 1 000 à 1 200 décideurs économiques sont attendus à la manifestation de promotion des relations économiques entre la France et l'Afrique, organisée les 22 et 23 septembre à Paris à l'initiative du ministère des Affaires étrangères (MAE) français. Au total, 3 000 tête-à-tête entre dirigeants – tout particulièrement dans les domaines de l'énergie, de l'agroalimentaire et des TIC – seront ainsi hébergés sous les ors du Conseil économique social et environnemental (CESE). « C'est la plus importante manifestation économique sur l'Afrique jamais organisée en France » s'est enthousiasmé Matthias Fekl, le secrétaire d'État français au Commerce extérieur, à l'occasion d'un point presse de présentation de la manifestation.

✉ [redaction@jeunefrique.com](mailto:redaction@jeunefrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeunefrique.com/newsletters/>

### ► Conférence de rentrée MEDEF International sur l'Afrique

MEDEF International organise sa conférence de rentrée sur l'Afrique, en partenariat avec EY, intitulée : « La gestion de l'entreprise à l'épreuve du risque africain » le mercredi 14 septembre 2016, de 17h00 à 20h00, au siège du MEDEF. A cette occasion, les chefs et représentants de PME et grandes entreprises, passeront au crible africain les grandes fonctions stratégiques de l'entreprise : lorsqu'il s'agit d'Afrique, qui décide vraiment dans l'entreprise ? Quelle organisation mettre en place pour faire vivre son projet africain ? Quelles sont les nouvelles pistes pour se faire connaître et reconnaître sur les marchés africains ? Cet événement, suivi d'un cocktail networking, sera également l'occasion de présenter les résultats de l'étude d'EY sur les investissements directs étrangers en Afrique. [Conférence EY - Informations et Inscription.](#)

✉ [fmorelbarbier@medef.fr](mailto:fmorelbarbier@medef.fr)

### ► MEDEF International : rencontre avec Y. Museveni, président de la République d'Ouganda

MEDEF International recevra Yoweri Museveni, président de la République d'Ouganda, accompagné d'une délégation ministérielle, à l'occasion de sa visite officielle en France, le lundi 19 septembre 2016, au siège du MEDEF. Les entreprises françaises, déjà implantées dans le pays, ayant des projets en cours ou souhaitant s'y développer, pourront profiter de cette occasion pour échanger avec les autorités ougandaises au plus haut niveau.

✉ [fmorelbarbier@medef.fr](mailto:fmorelbarbier@medef.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.  
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

**Rédacteurs en Chef adjoints**

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

